

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/W/117/Add.30
16 juin 2004

(04-2607)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

EXAMEN, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 24:2 DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA SECTION DE L'ACCORD SUR LES ADPIC RELATIVE AUX INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

Réponses à la liste de questions¹

Addendum

TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU

La communication ci-après, datée du 10 juin 2004, est distribuée à la demande de la délégation du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.

I. RÉPONSES AUX QUESTIONS FIGURANT DANS LE DOCUMENT IP/C/13

A. GÉNÉRALITÉS

1. La protection des indications géographiques est-elle assurée par une loi sur la concurrence déloyale, par exemple délit de substitution et fausse désignation d'origine, par une procédure formelle de notification/d'enregistrement avant que la protection ne soit accordée, ou par l'une et l'autre? La reconnaissance d'une indication géographique exige-t-elle son enregistrement?

Les indications géographiques bénéficient d'une protection au titre de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, de la Loi portant administration des tabacs et des alcools et de la Loi sur la concurrence loyale. Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. En ce qui concerne la protection conférée par la Loi portant administration des tabacs et des alcools et la Loi sur la concurrence loyale, la reconnaissance d'une indication géographique n'exige pas d'enregistrement.

2. Existe-t-il un régime unique de protection des indications géographiques pour tous les produits? Dans la négative, indiquer les différents régimes.

Les indications géographiques bénéficient d'une protection au titre de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, de la Loi portant administration des tabacs et des alcools et de la Loi sur la concurrence loyale.

¹ Documents IP/C/13 et IP/C/13/Add.1.

a) La Loi sur les marques de fabrique ou de commerce

Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce.

Toutefois, conformément aux alinéas 11 et 18 du paragraphe 1 de l'article 23 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, une demande de marque de fabrique ou de commerce sera rejetée si elle induit en erreur quant à la nature, à la qualité ou à l'origine des biens et services concernés, ou si elle est similaire ou identique aux indications géographiques des vins et des spiritueux originaires d'un pays ou d'une région où les marques de fabrique ou de commerce bénéficient d'une protection réciproque. L'article 50 de ladite loi dispose en outre que toute partie intéressée peut demander à l'autorité compétente de procéder à un examen en vue d'invalider un enregistrement, si celui-ci enfreint ces dispositions.

b) La Loi portant administration des tabacs et des alcools

Conformément à l'article 33:2 de la Loi portant administration des tabacs et des alcools, les producteurs ou les importateurs peuvent décider d'ajouter des indications géographiques sur les étiquettes de leurs produits alcooliques, à condition que celles-ci ne constituent pas une représentation fausse ou fallacieuse. Chaque infraction est passible d'une amende comprise entre 100 000 et 500 000 nouveaux dollars de Taiwan (environ 2 941 à 14 706 dollars EU); de plus, les produits doivent être rappelés et les corrections doivent y être apportées dans les délais prescrits. Le non-respect de ces prescriptions peut conduire à une interdiction de fabriquer ou d'importer de six à 12 mois, et à la confiscation de toutes les marchandises en question.

c) La Loi sur la concurrence loyale

En cas d'utilisation d'indications géographiques constituant une entrave à la concurrence, l'article 21 de la Loi sur la concurrence loyale dispose que, conformément à l'article 10*bis* de la Convention de Paris, les entreprises ne doivent pas faire d'allégations fausses ou susceptibles d'induire en erreur sur leurs produits ou dans les publicités relatives à leurs produits. De plus, elles ne doivent pas vendre, transporter, exporter ou importer de marchandises portant des allégations fausses ou susceptibles d'induire en erreur. L'article 21:3 de la Loi sur la concurrence loyale étend le champ de la protection susmentionnée aux services.

3. Le(s) régime(s) de protection des indications géographiques s'étend(ent)-il(s) aux services?

Oui, le(s) régime(s) de protection des indications géographiques n'exclut(ent) pas les services.

4. Quelles sont les dispositions des lois ou réglementations qui ont trait à la reconnaissance des indications géographiques prescrite par les articles 22:2 et 23:1 de l'Accord sur les ADPIC? Les lois devraient être citées et, si les textes des lois n'ont pas été notifiés à l'OMC, ils devraient l'être conformément à l'article 63:2.

- a) Application de l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC:
 - i) Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce.
 - ii) En cas d'utilisation d'indications géographiques constituant une entrave à la concurrence, l'article 21 de la Loi sur la concurrence loyale dispose que, conformément à l'article 10*bis* de la Convention de Paris, les entreprises ne doivent pas faire d'allégations fausses ou susceptibles d'induire en erreur sur leurs produits ou dans les publicités relatives à leurs produits. De plus, elles ne doivent pas vendre, transporter, exporter ou importer de marchandises portant des allégations fausses ou susceptibles d'induire en erreur.
 - iii) L'article 21:3 de la Loi sur la concurrence loyale étend le champ de la protection susmentionnée aux services.
- b) Application de l'article 23:1 de l'Accord sur les ADPIC:

Loi portant administration des tabacs et des alcools

- i) Conformément à l'article 33:2 de la Loi portant administration des tabacs et des alcools, les producteurs ou les importateurs peuvent décider d'ajouter des indications géographiques sur les étiquettes de leurs produits alcooliques, à condition que celles-ci ne constituent pas une allégation fausse ou susceptible d'induire en erreur. Chaque infraction est passible d'une amende comprise entre 100 000 et 500 000 nouveaux dollars de Taiwan (environ 2 941 à 14 706 dollars EU); de plus, les produits doivent être rappelés et les corrections doivent y être apportées dans les délais prescrits. Le non-respect de ces prescriptions peut conduire à une interdiction de fabriquer ou d'importer de six à 12 mois, et à la confiscation de toutes les marchandises en question.
- ii) Le libellé de l'article 22:1 de l'Accord sur les ADPIC a été incorporé à l'article 13 du Règlement sur l'étiquetage des produits alcooliques.

5. Si la reconnaissance des indications géographiques prescrite n'est pas prévue dans les lois ou réglementations, décrivez en détail le ou les mécanismes par lesquels la protection prescrite est assurée.

6. Prière de donner quelques exemples d'indications géographiques nationales qui sont protégées par les moyens susmentionnés et d'indiquer ceux par lesquels cette protection est assurée.

Un riz d'origine locale s'est vu accorder la protection à titre de marque de certification. Toutefois, il fait l'objet de procédures d'opposition, une partie intéressée ayant fait opposition à cette décision.

7. Le niveau de protection plus élevé prescrit pour les vins et spiritueux en vertu de l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC est-il assuré pour d'autres produits? Dans l'affirmative, prière d'indiquer ces produits et la loi en vertu de laquelle ils sont protégés.

Non, le niveau de protection plus élevé prescrit pour les vins et spiritueux en vertu de l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC n'est pas assuré pour d'autres produits.

B. DÉFINITION ET CRITÈRES DE RECONNAISSANCE

8. Comment les indications géographiques sont-elles définies?

Le libellé de l'article 22:1 de l'Accord sur les ADPIC a été incorporé à l'article 13 du Règlement sur l'étiquetage des produits alcooliques. La définition des indications géographiques figure dans la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, mais nous la mentionnerons s'il y a lieu.

9. Cette définition comprendrait-elle les indications géographiques identifiant les produits d'une certaine qualité ou réputation qui sont indirectement rattachés à une région spécifique?

Cette définition comprendrait effectivement les indications géographiques identifiant les produits d'une certaine qualité ou réputation qui sont rattachés à une région spécifique.

10. Pour déterminer si la reconnaissance devrait être accordée à une indication géographique, quels critères sont pris en considération?

Les critères retenus pour la reconnaissance d'une indication géographique seront établis dans le cadre du projet de Lignes directrices pour le dépôt de demandes d'enregistrement d'une marque de certification indiquant un lieu d'origine.

11. Y a-t-il une quelconque créativité humaine qui intervient dans l'élaboration de produits spécifiques bénéficiant de la protection conférée par le système d'indications géographiques? Dans l'affirmative, jusqu'à quel point? Ces produits font-ils appel à des facteurs humains?

Oui, la créativité humaine intervient dans l'élaboration de produits spécifiques bénéficiant de la protection conférée par le système d'indications géographiques.

12. D'autres droits de propriété intellectuelle entrent-ils en ligne de compte, tels que les brevets par exemple?

Non, aucun.

13. Quelle autorité, le cas échéant, peut définir la région ou la zone géographique pour laquelle des droits sont revendiqués et sur quelle base cette définition est-elle établie?

Il revient aux autorités compétentes de notre gouvernement de décider du lien à établir entre les caractéristiques d'une indication et son origine géographique. Néanmoins, cette question fait toujours l'objet de discussions.

14. Votre législation énonce-t-elle des critères pour les indications géographiques homonymes des vins?

Nous nous sommes fondés sur les principes généraux de la Loi portant administration des tabacs et des alcools et de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce.

15. Votre législation nationale prévoit-elle la reconnaissance et la protection des indications géographiques ou des appellations d'origine de pays étrangers?

Comme la protection accordée aux indications géographiques ne leur réserve pas un traitement différent selon qu'elles sont d'origine nationale ou étrangère, la réponse ici serait la même que celle donnée à la question précédente.

16. Est-il prévu dans la législation/les réglementations/les règles/les procédures une prohibition spécifique visant les indications géographiques qui ne sont pas protégées dans le pays d'origine? Dans l'affirmative, prière d'indiquer la disposition légale applicable en l'espèce.

Non, aucune prohibition spécifique visant les indications géographiques qui ne sont pas protégées dans le pays d'origine n'est prévue dans la législation/les réglementations/les règles/les procédures.

C. PROCÉDURE DE RECONNAISSANCE

17. S'agissant d'un système formel de reconnaissance des indications géographiques, le requérant doit-il être un organisme public ou une entité privée peut-elle être titulaire des droits sur une indication géographique?

Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Conformément à l'article 72:2 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, seule une personne morale, une organisation ou une agence gouvernementale compétente pour certifier les biens ou les services d'une autre personne peut demander l'enregistrement d'une marque de certification.

18. Quelles sont les autorités compétentes auprès desquelles la protection d'une indication géographique peut être obtenue?

Les indications géographiques peuvent bénéficier d'une protection en vertu de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, de la Loi portant administration des tabacs et des alcools et de la Loi sur la concurrence loyale, qui relèvent respectivement des autorités compétentes suivantes: le Bureau de protection de la propriété intellectuelle du Ministère des affaires économiques, le Département du Trésor national du Ministère des finances et la Commission de la concurrence loyale.

19. Les procédures qui conduisent à la reconnaissance d'une indication géographique sont-elles engagées d'office ou doivent-elles être engagées à l'initiative d'une entité ou d'une personne?

Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Les procédures, qui aboutissent à la reconnaissance d'une indication géographique aux termes de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce doivent être engagées à l'initiative d'une personne morale, d'une organisation ou d'une agence gouvernementale compétente pour certifier les biens et services d'une autre personne.

20. Quelles sont, le cas échéant, les taxes à acquitter pour demander à obtenir et pour maintenir des droits sur une indication géographique?

Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Les droits exigés pour le dépôt d'une marque de certification s'élèvent à 5 000 nouveaux dollars de Taiwan (environ 142 dollars EU), les droits d'enregistrement à 2 500 nouveaux dollars de Taiwan (environ 71 dollars EU) et les droits de renouvellement à 4 000 nouveaux dollars de Taiwan (environ 114 dollars EU).

21. Si des critères doivent être énoncés dans une demande de reconnaissance d'une indication géographique, ces critères sont-ils purement géographiques?

Les critères peuvent être purement géographiques.

22. Quels autres critères, le cas échéant, doivent être énoncés dans une demande de reconnaissance d'une indication géographique?

Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Les critères retenus pour la reconnaissance d'une indication géographique seront établis dans le cadre du projet de Lignes directrices pour le dépôt de demandes d'enregistrement d'une marque de certification indiquant un lieu d'origine.

23. Quels renseignements doivent être communiqués dans une demande visant à obtenir des droits sur une indication géographique?

Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Conformément à l'article 38 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, le requérant doit, lorsqu'il dépose une demande d'enregistrement d'une marque de certification, y préciser les renseignements suivants:

- a) les biens ou les services à certifier;
- b) les contenus visés par la marque de certification;
- c) les prescriptions concernant l'étiquetage de la marque de certification;
- d) les qualifications ou les compétences du requérant habilité à effectuer la certification;
- e) les dispositions régissant l'utilisation de la marque de certification; et
- f) une déclaration rédigée par le requérant stipulant qu'il ne se lance pas dans la fabrication et la commercialisation des biens à certifier ni dans la prestation des services à certifier.

24. Les marchandises ou les services pour lesquels une indication géographique est demandée doivent-ils être indiqués?

Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de

commerce. Les marchandises ou les services pour lesquels une indication géographique est demandée doivent effectivement être spécifiés.

25. Quels mécanismes sont prévus pour faire opposition à la reconnaissance d'une indication géographique ? Comment une enquête est-elle menée après le dépôt d'une telle plainte?

Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. La Loi sur les marques de fabrique ou de commerce prévoit des procédures d'opposition, d'invalidation ou de révocation pour faire opposition à la reconnaissance d'une indication géographique. Après le dépôt d'une telle plainte, le Bureau du registre devra mener une enquête.

26. Qui peut faire opposition à la reconnaissance d'une indication géographique?

Pour faire suite à la réponse donnée à la question précédente, quiconque peut déposer une demande d'opposition à la reconnaissance d'une indication géographique auprès du Bureau du registre; en revanche, seules les parties intéressées peuvent déposer une demande d'invalidation ou de révocation de la reconnaissance d'une indication géographique auprès du Bureau du registre.

27. Si votre législation nationale prévoit la reconnaissance et la protection des indications géographiques ou des appellations d'origine de pays étrangers, quelle est la procédure à suivre pour obtenir cette reconnaissance et la protection qui en résulte?

Comme la protection accordée aux indications géographiques ne leur réserve pas un traitement différent selon qu'elles sont d'origine nationale ou étrangère, la procédure à suivre pour obtenir cette reconnaissance et la protection qui en résulte sera la même.

D. MAINTIEN DES DROITS

28. Pendant combien de temps dure la reconnaissance d'une indication géographique?

Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Aux termes des articles 27 et 80 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, la durée de la marque de certification est de dix ans et peut être renouvelée.

29. Si la reconnaissance d'une indication géographique doit être renouvelée ou confirmée, quels renseignements doivent être fournis pour ce renouvellement ou cette confirmation? Prière d'indiquer, le cas échéant, les taxes à acquitter pour le renouvellement ou la confirmation?

Comme nous sommes en train d'abolir l'examen approfondi des demandes de renouvellement, les requérants n'ont pas à fournir de renseignements complémentaires. Les droits de renouvellement sont de 4 000 nouveaux dollars de Taiwan (environ 114 dollars EU).

30. Une indication géographique doit-elle être utilisée pour que les droits soient maintenus? Dans l'affirmative, comment cette utilisation est-elle déterminée?

Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Aux termes de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 57, et de l'article 80 de la Loi sur les

marques de fabrique ou de commerce, les marques de certification doivent être utilisées pour que les droits soient maintenus. Par ailleurs, aux termes de l'article 73 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, l'utilisation d'une marque de certification doit impliquer que le détenteur des droits attachés à une marque de certification, afin de certifier les caractéristiques, la qualité, la précision, l'origine ou autres descriptions attribuées aux biens ou aux services d'une autre personne, consent que la personne en question ajoute ladite marque de certification dans les articles ou les documents relatifs aux biens et services concernés.

31. Y a-t-il une limite spécifiée en ce qui concerne la non-utilisation avant que les droits sur une indication géographique ne s'éteignent et, dans l'affirmative, quelle est-elle?

Oui, aux termes de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 57, et de l'article 80, le Bureau du registre peut, d'office ou sur demande, révoquer l'enregistrement d'une marque de certification lorsque, sans raison valable, celle-ci n'a pas encore été utilisée ou, une fois enregistrée, elle n'a pas été utilisée durant trois années consécutives.

32. Qui contrôle l'utilisation de l'indication géographique pour déterminer s'il continue d'être satisfait aux critères définis dans la demande?

Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Selon l'article 79 de cette loi, le Bureau du registre peut, d'office ou à la requête d'une personne, révoquer l'enregistrement d'une marque de certification, lorsque le détenteur des droits a utilisé cette dernière d'une manière abusive qui a nui aux intérêts d'une autre personne ou du public.

33. Si c'est une entité gouvernementale qui est chargée de contrôler l'utilisation des indications géographiques, quelles procédures suit-elle à cet effet?

L'article 79 stipule que le Bureau du registre peut, d'office ou à la requête d'une personne, révoquer l'enregistrement d'une marque de certification, lorsque le détenteur des droits a utilisé cette dernière d'une manière abusive qui a nui aux intérêts d'une autre personne ou du public. L'expression, utilisé de manière abusive, mentionnée au paragraphe précédent doit refléter l'une des conditions suivantes:

- a) lorsqu'une marque de certification est utilisée en tant que marque de fabrique ou de commerce ou indiquée sur des articles ou des documents relatifs à des biens ou à des services fournis par le détenteur des droits de ladite marque de certification;
- b) lorsque l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce collective a induit le grand public en erreur quant à la nature de l'organisation;
- c) lorsque la cession, la concession de licence ou la mise en gage est établie en violation des dispositions de l'article précédent;
- d) lorsque la marque de certification a porté atteinte à l'ensemble des articles régissant l'usage; ou
- e) lorsque la marque de certification est utilisée à mauvais escient de différentes façons.

34. Existe-t-il des moyens qui permettent aux parties intéressées de demander que les droits sur une indication géographique ne soient plus maintenus au motif qu'elle n'est pas utilisée ou qu'il n'est plus satisfait aux critères définis dans la demande? Prière de décrire la procédure.

Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Aux termes de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 57, de l'article 79 et de l'article 80, les parties intéressées peuvent demander qu'une marque de certification ne soit pas maintenue au motif qu'elle n'est pas utilisée ou qu'elle ne satisfait plus aux critères définis dans la demande lorsque, sans raison valable, elle n'a pas encore été utilisée ou bien, une fois enregistrée, elle n'a pas été utilisée durant trois années consécutives.

35. Les procédures qui conduisent à la déchéance d'un droit sur une indication géographique sont-elles engagées d'office ou doivent-elles être engagées à l'initiative d'une entité ou d'une personne?

Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Les procédures qui conduisent à la déchéance d'un droit sur une marque de certification peuvent être engagées d'office ou à l'initiative d'une entité ou d'une personne.

E. PORTÉE DES DROITS ET UTILISATION

36. Toute personne qui satisfait aux critères fixés pour obtenir la reconnaissance d'une indication géographique peut-elle utiliser cette indication géographique après qu'elle a été reconnue, ou doit-elle satisfaire à des critères additionnels ou suivre des procédures additionnelles avant d'être autorisée à l'utiliser?

Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. L'utilisation d'une marque de certification par une personne dépend du consentement de son détenteur ainsi que des réglementations qui en régissent l'usage.

37. Qui établit la détermination concernant l'utilisation d'une indication géographique par des parties, l'entité chargée de la reconnaissance ou l'entité qui a obtenu la reconnaissance?

L'entité qui a obtenu la reconnaissance.

38. Des taxes doivent-elles être acquittées pour obtenir l'autorisation d'utiliser une indication géographique particulière et, dans l'affirmative, quelles sont-elles et comment sont-elles établies?

L'imposition d'une taxe à l'utilisation d'une marque de certification dépend des réglementations qui en régissent l'usage.

39. S'il y a un différend au sujet de l'utilisation d'une indication géographique par une partie, quelles procédures sont suivies pour le régler?

Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Si un différend surgit au sujet de l'utilisation d'une marque de certification par une partie, il sera réglé par les réglementations qui en régissent l'usage. Toutefois, si le titulaire des droits n'en surveille pas bien l'utilisation, aux termes de l'article 79 de cette loi, le Bureau du registre peut, d'office ou sur la requête d'une personne, révoquer l'enregistrement d'une marque de certification, lorsque l'usage abusif par le détenteur des droits a lésé une autre personne ou le public. L'expression,

utilisée de manière abusive, mentionnée au paragraphe précédent doit refléter l'une des conditions suivantes:

- a) lorsqu'une marque de certification est utilisée en tant que marque de fabrique ou de commerce ou indiquée sur des articles ou des documents relatifs à des biens ou à des services fournis par le détenteur des droits de ladite marque de certification;
- b) lorsque l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce collective a induit le grand public en erreur quant à la nature de l'organisation;
- c) lorsque la cession, la concession de licence ou la mise en gage est établie en violation des dispositions de l'article précédent;
- d) lorsque la marque de certification a porté atteinte à l'ensemble des articles régissant l'usage; ou
- e) lorsque la marque de certification est utilisée à mauvais escient de différentes façons.

40. Les utilisateurs autorisés d'une indication géographique doivent-ils utiliser cette indication géographique de manière continue pour conserver le droit de l'utiliser et, dans l'affirmative, comment l'utilisation est-elle déterminée et pendant combien de temps la non-utilisation est-elle permise?

Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Aux termes des articles 57 et 80 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, le titulaire d'une indication géographique peut conserver le droit tant et aussi longtemps que les utilisateurs individuels autorisés à en faire usage l'utilisent de manière continue pendant trois ans après son enregistrement. Quant à savoir si les utilisateurs individuels autorisés à en faire usage doivent utiliser la marque de certification de manière continue pour conserver le droit de l'utiliser, cela dépend des réglementations qui en régissent l'usage.

41. S'il y a un différend au sujet de la continuité de l'utilisation par une partie, comment est-il réglé?

Même réponse qu'à la question précédente, cela dépend des réglementations qui en régissent l'usage.

42. Le régime de protection des indications géographiques autorise-t-il l'octroi de licences pour des indications géographiques et, dans l'affirmative, quelles conditions sont imposées pour l'octroi de ces licences? Si ces conditions ne sont pas remplies, quel effet cela a-t-il sur l'indication géographique?

En vertu de l'article 78 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, le droit d'une marque de certification ne peut être cédé ni octroyé sous licence à une autre personne à des fins d'utilisation; il ne peut pas être l'objet d'un gage non plus. Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas lorsque la cession ou l'octroi de licence à toute autre personne à des fins d'utilisation ne risque pas de léser les consommateurs ou d'entraver la concurrence loyale, et a été approuvé par le Bureau du registre.

43. Comment le principe de "l'antériorité de l'utilisation" d'une indication géographique, au sens de l'article 24:4 de l'Accord sur les ADPIC, est-il appliqué dans votre pays?

Des exceptions aux protections des indications géographiques au sens de l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC sont accordées lorsqu'il y a utilisation de bonne foi au sens de l'article 30 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce.

F. RAPPORT AVEC LES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

44. Quelles dispositions sont prises pour assurer que, en reconnaissant une indication géographique, les obligations énoncées à l'article 16:1 de l'Accord sur les ADPIC ne soient pas annulées ni amoindries?

45. Quelles dispositions sont prises pour assurer que, en reconnaissant une indication géographique, les obligations énoncées à l'article 16:2 et 16:3 de l'Accord sur les ADPIC ne soient pas annulées ni amoindries?

46. Quelles procédures sont prévues en cas de conflit entre une indication géographique et une marque de fabrique ou de commerce?

Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Par conséquent, la protection des indications géographiques repose sur le principe du "premier arrivé, premier servi". À titre d'exemple, l'article 30 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce dispose que les droits attachés à une marque de fabrique ou de commerce doivent être retirés à son titulaire lorsque l'une des conditions suivantes se présente:

- a) lorsque, au moyen d'une utilisation de bonne foi ou loyale, il exprime le même nom ou le même titre qu'une autre personne, ou le nom, la forme, la qualité, la fonction, le lieu d'origine ou toute autre description attribuée aux biens ou services que celle-ci fournit à des fins non commerciales;
- b) lorsqu'une forme tridimensionnelle des marchandises ou de leur emballage est indispensable à l'exécution de la (des) fonction(s) pour lesquelles ils ont été conçus;
- c) lorsque, avant la date de dépôt d'une marque de fabrique ou de commerce enregistrée, une personne a utilisé de bonne foi une marque de fabrique ou de commerce identique ou similaire désignant des biens ou services identiques ou similaires. Toutefois, ces dispositions s'appliquent uniquement aux biens et services pour lesquels cette marque de fabrique ou de commerce a déjà été utilisée; le titulaire des droits attachés à ladite marque de fabrique ou de commerce peut demander à la personne en question d'apposer une(des) étiquette(s) appropriée(s) et distincte(s).

Lorsque les marchandises portant une marque de fabrique ou de commerce enregistrée sont vendues ou distribuées sur le marché par le titulaire des droits attachés à la marque ou par toute autre personne autorisée, ou sont offertes aux enchères ou cédées par un organisme compétent, le titulaire en question ne peut revendiquer les droits attachés à la marque desdites marchandises. Toutefois, ces dispositions ne pourront s'appliquer lorsqu'il s'agira d'empêcher la détérioration ou la dégradation des marchandises, ou pour tout autre motif légitime.

G. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

47. Quels sont les moyens disponibles pour faire valoir un droit sur une indication géographique? Des dispositions sont-elles prévues dans la législation sur la concurrence déloyale? Dans la législation sur les marques? Dans d'autres lois? Prière de citer ces lois, et, si

elles n'ont pas été notifiées conformément à l'article 63:2 de l'Accord sur les ADPIC, d'en communiquer des exemplaires.

Les indications géographiques bénéficient d'une protection au titre de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, de la Loi portant administration des tabacs et des alcools et de la Loi sur la concurrence loyale. Elles peuvent s'appliquer comme suit:

- a) La Loi sur les marques de fabrique ou de commerce
 - i) l'article 72 dispose que toute personne souhaitant utiliser une marque en exclusivité en vue de certifier les caractéristiques, la qualité, la précision, le lieu d'origine ou d'autres descriptions attribuées aux biens et services d'une autre personne doit déposer une demande d'enregistrement de la marque de certification;
 - ii) les alinéas 11 et 18 du paragraphe 1 de l'article 23 disposent qu'une demande de marque de fabrique ou de commerce sera rejetée si elle induit en erreur quant à la nature ou à l'origine des marchandises ou des services concernés ou est similaire ou identique aux indications géographiques des vins et des spiritueux originaires d'un pays ou d'une région qui bénéficient d'une protection réciproque des marques de fabrique ou de commerce. L'article 50 de ladite loi prescrit également qu'une partie intéressée peut demander à l'autorité compétente de procéder à un examen en vue d'invalider l'enregistrement si celui-ci enfreint ces dispositions;
 - iii) toute personne qui porte atteinte à une marque de certification enregistrée peut être passible d'une peine d'emprisonnement et/ou être astreinte à verser des dommages-intérêts en réparation du préjudice subi. Le titulaire d'une marque de fabrique ou de commerce peut demander aux autorités douanières de suspendre la mise en circulation de marchandises soupçonnées de porter atteinte à ses droits de marque (articles 61 à 67, 80, et 81 à 83).

- b) Loi portant administration des tabacs et des alcools

Conformément à l'article 33:2 de la Loi portant administration des tabacs et des alcools, les producteurs ou les importateurs peuvent décider d'ajouter des indications géographiques sur les étiquettes de leurs produits alcooliques, à condition que celles-ci ne constituent pas une allégation fausse ou susceptible d'induire en erreur. Chaque infraction est passible d'une amende comprise entre 100 000 et 500 000 nouveaux dollars de Taiwan (environ 2 941 à 14 706 dollars EU); de plus, les produits doivent être rappelés et les corrections doivent y être apportées dans les délais prescrits. Le non-respect de ces prescriptions peut conduire à une interdiction de fabriquer ou d'importer de six à 12 mois, et à la confiscation de toutes les marchandises en question.

- c) Loi sur la concurrence loyale

En cas d'utilisation d'indications géographiques constituant une entrave à la concurrence, l'article 21 de la Loi sur la concurrence loyale dispose que, conformément à l'article 10*bis* de la Convention de Paris, les entreprises ne doivent pas introduire d'allégations fausses ou fallacieuses sur leurs produits ou dans les publicités de leurs produits. De plus, elles ne doivent pas vendre, transporter, exporter ou importer de marchandises portant des allégations fausses ou susceptibles

d'induire en erreur. Le non-respect des dispositions de la Loi sur la concurrence loyale est passible d'une amende.

48. Qui est habilité à faire valoir un droit sur une indication géographique?

Les titulaires d'indications géographiques sont habilités à faire valoir un droit sur une indication géographique.

49. À quels organes judiciaires ou administratifs peut-on s'adresser pour faire valoir un droit sur une indication géographique? Y a-t-il des taxes à acquitter et, dans l'affirmative, quelles sont-elles?

Les tribunaux sont habilités à faire valoir un droit sur une indication géographique. Il y a trois types de taxes à acquitter. Par exemple, les taxes pour la tenue d'un procès, etc.

50. Le public doit-il être informé de l'existence d'une indication géographique et, dans l'affirmative, comment et avec quelle fréquence?

Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Conformément à l'article 12 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, le Bureau du registre doit publier et distribuer un journal officiel contenant les marques de fabrique ou de commerce enregistrées, ainsi que les informations y afférentes. Par conséquent, le public doit être informé de l'existence d'une indication géographique.

51. L'utilisation non autorisée d'une indication géographique fait-elle l'objet d'une action pénale et, dans l'affirmative, prière de décrire les procédures. Si la loi n'a pas été notifiée conformément à l'article 63:2 de l'Accord sur les ADPIC, prière d'en communiquer un exemplaire.

Non.

H. ACCORDS INTERNATIONAUX

52. Votre gouvernement est-il partie à un accord international, y compris bilatéral ou plurilatéral, relatif à la notification et/ou à l'enregistrement des indications géographiques? Dans l'affirmative, prière de désigner l'accord international et d'expliquer le rapport qu'il y a entre cet accord et votre législation nationale.

Oui, nous sommes Membre de l'OMC depuis 2002. De plus, nous avons conclu des accords bilatéraux avec le Mexique, la Communauté européenne et Panama. Les indications géographiques bénéficient d'une protection au titre des articles 22 et 23 l'Accord sur les ADPIC, de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, de la Loi portant administration des tabacs et des alcools et de la Loi sur la concurrence loyale.

a) Application de l'article 22 de l'Accord sur les ADPIC:

- i) Les indications géographiques de tous les biens et services sont protégées en tant que "marques de certification" en vertu de l'article 72 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce.

- ii) En cas d'utilisation d'indications géographiques constituant une entrave à la concurrence, l'article 21 de la Loi sur la concurrence loyale dispose que, conformément à l'article 10*bis* de la Convention de Paris, les entreprises ne doivent pas introduire d'allégations fausses ou fallacieuses sur leurs produits ou dans les publicités de leurs produits. De plus, elles ne doivent pas vendre, transporter, exporter ou importer de marchandises portant des allégations fausses ou susceptibles d'induire en erreur.
 - iii) L'article 21:3 de la Loi sur la concurrence loyale étend le champ de la protection susmentionnée aux services.
- b) Application de l'article 23:1 de l'Accord sur les ADPIC:
- i) Loi portant administration des tabacs et des alcools

Conformément à l'article 33:2 de la Loi portant administration des tabacs et des alcools, les producteurs ou les importateurs peuvent décider d'ajouter des indications géographiques sur les étiquettes de leurs produits alcooliques, à condition que celles-ci ne constituent pas une allégation fausse ou susceptible d'induire en erreur. Chaque infraction est passible d'une amende comprise entre 100 000 et 500 000 nouveaux dollars de Taiwan (environ 2 941 à 14 706 dollars EU); de plus, les produits doivent être rappelés et les corrections doivent y être apportées dans les délais prescrits. Le non-respect de ces prescriptions peut conduire à une interdiction de fabriquer ou d'importer de six à 12 mois, et à la confiscation de toutes les marchandises visées.

Le libellé de l'article 22:1 de l'Accord sur les ADPIC a été incorporé à l'article 13 du Règlement sur l'étiquetage des produits alcooliques.

53. Quels autres accords internationaux, le cas échéant, ont été conclus? Que prévoient-ils?

Aucun.

II. RÉPONSES AUX QUESTIONS FIGURANT DANS LE DOCUMENT IP/C/13/ADD.1

A. GÉNÉRALITÉS (SECTION A DU DOCUMENT IP/C/13)

1. La Loi sur la propriété industrielle et/ou une loi connexe de votre pays interdisent-elles l'utilisation d'indications géographiques identifiant des vins ou des spiritueux pour des produits non originaires du lieu indiqué, par l'indication géographique, même dans les cas où la véritable origine des marchandises est indiquée ou dans ceux où l'indication géographique est employée en traduction ou accompagnée d'expressions telles que "genre", "type", "style", "imitation" ou autres?

Effectivement, le paragraphe 2 de l'article 33 de la Loi portant administration des tabacs et des alcools et l'article 13 du Règlement sur l'étiquetage des produits alcooliques interdisent l'utilisation d'indications géographiques identifiant des vins ou des spiritueux pour des produits non originaires du lieu indiqué par l'indication géographique, même dans les cas où la véritable origine des marchandises est indiquée ou dans ceux où l'indication géographique est employée en traduction ou accompagnée d'expressions telles que "genre", "type", "style", "imitation" ou autres.

Conformément à l'article 33:2 de la Loi portant administration des tabacs et des alcools, les producteurs ou les importateurs peuvent décider d'ajouter des indications géographiques sur les étiquettes de leurs produits alcooliques, à condition que celles-ci ne constituent pas une allégation fausse ou susceptible d'induire en erreur. Chaque infraction est passible d'une amende comprise entre 100 000 et 500 000 nouveaux dollars de Taiwan (environ 2 941 à 14 706 dollars EU); de plus, les produits doivent être rappelés et les corrections doivent y être apportées dans les délais prescrits. Le non-respect de ces prescriptions peut conduire à une interdiction de fabriquer ou d'importer de six à 12 mois, et à la confiscation de toutes les marchandises visées.

B. DÉFINITION ET CRITÈRES DE RECONNAISSANCE (SECTION B DU DOCUMENT IP/C/13)

2. La Loi sur la propriété industrielle et/ou une loi connexe de votre pays établissent-elles une distinction claire entre les expressions "indication géographique", "appellation d'origine" et "indication de provenance", ou existe-t-il des critères précis pour les distinguer?

Non.

3. Votre législation énonce-t-elle des critères, en ce qui concerne les indications géographiques homonymes pour les vins et les spiritueux?

Nous nous sommes fondés sur les principes généraux de la Loi portant administration des tabacs et des alcools et de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Des exceptions aux protections des indications géographiques au sens de l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC sont accordées lorsqu'il y a utilisation de bonne foi au sens de l'article 30 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce.

C. RAPPORT AVEC LES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE (SECTION F DU DOCUMENT IP/C/13)

4. La Loi sur la propriété industrielle et/ou une loi connexe de votre pays prévoient-elles le refus ou l'invalidation de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce qui est constituée par des indications géographiques identifiant des vins ou des spiritueux ou qui contient de telles indications, pour d'autres vins ou spiritueux qui ne sont pas originaires du territoire indiqué?

Oui, la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce prévoit le refus ou l'invalidation de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce qui se compose ou contient des indications géographiques identifiant des vins ou des spiritueux, pour d'autres vins ou spiritueux qui ne sont pas originaires du territoire indiqué (alinéas 11 et 18 du paragraphe 1 de l'article 23, et articles 40, 50 et 80).
